

Déclaration liminaire SUPAP FSU

« Nous souhaitons revenir sur les causes du boycott de l'instance en avril avec l'Unsa :

- les demandes de NBI accueil pour toutes et tous les ALG
- la demande de NBI politique de la ville
- le manque de moyens pour faire face lors des élections et dans les services des mairies du mal être qui explose.

À cela s'ajoute pour nous...

L'absence de validation de la cartographie du télétravail or la discussion collective

avec les agent.es et leur représentant.es en CHSCT et CT était exigée dans l'accord cadre du télétravail,

Suite à nos alertes répétées et, il y toujours 6 MVAC en sous effectif et dans des situations d'épuisement régulier. Ce n'est plus tenable.

Qu'attend la ville pour réagir ?!

Nous attendons des réponses positives à ces demandes légitimes pour rendre dans de bonnes conditions de travail un service public de qualité. »

Les seules réponses de la DDCT !!!

Sur les ALG, 146 sur 224 ont la NBI, c'est déjà bien. Pour la NBI politique de la ville du service SPV, une réunion est appelée le 13 juin et un point pour le prochain CT.

Pour le reste, rien à dire !

Explosion du Temps de travail : et notre santé dans tout ça ?

La DDCT est toujours incapable de fournir les projets de service prenant en compte les nouvelles modalités de temps de travail.

Les collègues font déjà de grandes amplitudes horaires. Ils auront dépassé le nombre de JRTT avant octobre... Est-ce que cela signifie qu'après ils vont travailler bénévolement ? **Ce n'est pas admissible.**

Pour récupérer ces 3 jours de repos, Rassemblement devant le conseil de Paris Mardi 31 mai 12- 14 h.

Et nous nous associons à la réunion d'info du personnel de toutes les UGD de 9h30- 12 h- 67 rue de Turbigo car les ugd ddct ont besoin de reconnaissance aussi !

ALG : Suffit la politique de l'autruche de la DDCT !

La DDCT ne veut toujours pas accorder la NBI à toutes et tous...

Alors rendez-vous le 31 mai de 9h à 11 h en Mairie du 9^{ème} (Foyer Rossini) : Réunion autorisée sur votre temps de travail pour les ALG pour la NBI et sa rétroactivité !

La territorialisation, c'est toujours plus de poids du politique sur les agent.es

Même si la ville se gargarise de préserver l'égalité de traitement des usagers et des agent.es, elle n'en donne jamais d'exemple concret. Le travail des services se fera en fonction des moyens et pas en fonction des besoins.. avec des inégalités de traitement entre les arrondissements pour les usagers et entre agnet.es.

La DDCT nous apprend que la feuille de route, sera ajoutée à l'évaluation annuelle des agent.es. Ainsi, les encadrants.e (et les edl/mvac ?) devront rendre des comptes au regard des volontés des élu.es...C'est à dire : des objectifs en plus, plus de présence du politique sur notre travail avec des risques de tout accepter pour être bien évalué !

Des heures supplémentaires pour répondre à un « pic constant » !

Dans le service des élections, la ville est fière d'avoir recruté 56 agent.es cdd en renfort et le déplaçonnement des heures supplémentaires pour ce qu'elle désigne un « pic constant ». Au vu du nombre d'heures sup autorisées, **nous aurions préféré 25 postes budgétaires supplémentaires.**

Supap fsu continue d'alerter sur les sous effectifs et l'épuisement engendré par les heures sup, le « volontariat forcé » et les situations d'agressivité du public qui augmentent. Nous demandons la création de poste, **l'accompagnement des collègues en CDD de 3 mois vers les postes d'adjoints administratifs sur le recrutement sans concours à venir.**

La ville est ok sur ce principe d'accompagnement et propose de faire des points réguliers sur l'état de ce service.

Pour reprendre la main et du sens pour nos formations !

Le nombre de demandes de formation, notamment les demandes collectives (donc demandes par les services et non pas par un agent.e) est en chute libre, et pour 2022 l'objectif du nombre de formation est 2 fois inférieur au période normale comme 2016. La DDCT parle de développer la formation en interne mais la moitié de ce budget sert à faire les audits qualiparis... ! Et des formations décrétées comme importantes par la Ville comme la prévention des violences sexistes ont un budget d'1/3 de ce qui est prévu pour qualiparis... et ne toucheront qu'une minorité d'agent.e !

Pour la ville, la question de la formation se limite à l'obligatoire, donc nous former pour notre métier actuel. Tout le reste a été liquidé et c'est cela qui explique le désintérêt pour la majorité des agents (seul ¼ fait une demande de formation en 2021).

Supap fsu a voté contre cette dégradation continue de la formation et demande :

- la possibilité d'obtenir des formations qui n'ont pas forcément de lien avec notre métier actuel
- de vrais temps de débats/analyse/propositions/ évaluation avec les agent.es dans les services sur les besoins de formation
- des évolutions qualitatives des formations avec les agent.es
- des effectifs supplémentaires pour permettre aussi à venir en formation
- un retour sur la réorganisation du Bureau formation
- des moyens en plus sur la prévention des Violences sexistes et sexuelles, et sur la lutte contre les discriminations.

Contactez-nous :

ddctsupap@gmail.com; nos newsletters DDCT sont consultables sur <http://www.supap-fsu.org/> Ou joignez vos élu.es : Catherine Valadier, Catherine Albert, Anne Descombes, Thierry Fairfort, François Calaret...30/05/22